

Canada. Quand nous parlons du déficit, nous songeons à un système où l'on utilise les économies du public, dont la société ne pourrait profiter autrement, pour financer les dépenses du gouvernement et alimenter l'économie. Il faut dire par contre, qu'au Canada le taux d'épargne des particuliers est au moins deux fois et demie plus élevé qu'aux États-Unis. C'est un taux d'épargne très élevé et les divers paliers de gouvernement doivent s'employer à en contrer les effets, sans quoi, le taux de chômage sera beaucoup plus élevé qu'il ne l'est à l'heure actuelle et que notre déficit se sera encore accru dans quatre ou cinq ans. Mon parti estime que l'exposé économique est imprudent non pas parce qu'il vise à réduire le déficit dès maintenant, mais plutôt parce que les mesures annoncées entraîneront un déficit beaucoup plus élevé plus tard. Quand les gouvernements de Grande-Bretagne et des Pays-Bas ont décidé d'augmenter les impôts et de réduire les dépenses pour s'attaquer à leurs problèmes de déficit, il leur est arrivé ce qu'ils méritaient.

**M. Thacker:** Monsieur le Président, je voudrais bien discuter avec le député de ses dernières observations, car il a peut-être raison. Il se peut que dans quatre ans la situation se soit envenimée. Cependant, nous savons bel et bien que l'ancien régime, par lequel les emprunts ne cessaient d'augmenter alors que le gouvernement tentait de redistribuer les épargnes des Canadiens, n'a donné aucun résultat. Le déficit devenait démesuré et il fallait consacrer une proportion de plus en plus grande des recettes fiscales au paiement des intérêts.

La vraie solution réside dans l'emploi. Si nous parvenons à transformer le climat et à susciter de plus en plus d'investissements au Canada, de sorte qu'au lieu d'acheter des obligations d'épargne les Canadiens placent leur argent dans les actions d'une entreprise ou dans une usine qui fabrique des produits d'exportation, les chômeurs obtiendront de vrais emplois plutôt qu'une occupation passagère. L'expérience vaut la peine d'être tentée. Rien ne garantit qu'elle réussira, mais si nous sommes à même de créer un climat propice aux affaires qui nous procure des investissements, des usines et des emplois, j'ai bon espoir que nous réussirons.

Le député a exprimé l'avis que l'universalité favorisait les pauvres. Je me demande comment cela pourrait se faire quand les statistiques démontrent que le régime d'aide sociale avantage les plus riches et que les déductions leur sont d'un plus grand secours qu'aux pauvres. Je crois que l'objection réelle porte sur l'évaluation des ressources qui a été imposée à une époque où le régime fiscal n'était pas aussi perfectionné. Je crois qu'il est possible d'utiliser le régime de l'impôt sur le revenu pour redistribuer l'argent à ceux qui en ont réellement besoin plutôt que de recourir à l'examen des ressources. Je ne veux pas voir mes mandants, les gens de ma famille ou mes amis être obligés de faire état de leurs avoirs et de leurs dettes à un fonctionnaire et lui expliquer comment ils vivent. Cela ne plaît à personne. Quand nous parlons de renoncer à l'universalité des programmes, nous n'envisageons pas d'enquête dégradante et humiliante sur les ressources financières. Nous pouvons toutefois nous servir des mesures créatives qui ont été mises au point depuis les années 30, le régime de l'impôt sur le revenu, par exemple. Je suis sûr que si nous nous y mettions tous, nous trouverions le moyen de redistribuer vraiment la richesse aux pauvres et en même temps de prévoir assez de

souplesse et de créativité pour dédommager ceux qui acceptent de prendre des risques.

**M. Foster:** Monsieur le Président, le député nous a longuement décrit les projets économiques du gouvernement notamment les consultations multiples entre le premier ministre (M. Mulroney) et les premiers ministres des provinces et un sommet économique. A l'entendre, il semble bien que le gouvernement n'ait pas l'intention de présenter de budget avant la fin du printemps prochain. En attendant, de grandes promesses ont été faites pendant la campagne électorale, surtout au secteur agricole qui risque de voir les faillites augmenter d'environ 400 cette année à peut-être 1,000 ou 1,700 l'année prochaine. Le parti conservateur a dit au cours de la campagne électorale qu'il abaisserait les taux d'intérêt à un niveau normal, qu'il établirait des conseils de révision pour les jeunes exploitants qui sont acculés à la faillite et qu'il prendrait d'autres initiatives, comme l'ont fait les États-Unis, qui prévoient un fonds de réserve pour les agriculteurs.

● (1240)

Le député croit-il vraiment qu'il soit juste de laisser poireauter ces agriculteurs tout l'automne, sans doute tout l'hiver, et peut-être même jusqu'à la présentation d'un nouveau budget au printemps prochain, avant de prendre quelque initiative? Il me semble que nous avons des questions urgentes à régler, et pourtant, aucune mesure législative n'a été inscrite à ce sujet à l'ordre du jour. Des promesses ont été faites. Il n'appartient pas à l'opposition de proposer des projets de loi, c'est plutôt au gouvernement que cela revient. Ce dernier devrait, à mon avis, nous présenter des mesures législatives. Il a axé sa campagne électorale sur la réduction des taux d'intérêt et sur la création de comités d'examen. Si nous nous dépêchons, il me semble bien que ces mesures pourraient être mises en œuvre avant Noël pour le plus grand bien du secteur agricole dont on connaît les grandes difficultés actuelles. Je voudrais simplement que le député nous dise pourquoi le gouvernement ne prendrait pas pareille initiative au lieu d'ajourner jusqu'à la présentation d'un autre budget en avril ou en mai prochain peut-être?

**M. Thacker:** Monsieur le Président, je tiens à dire à mon collègue d'Algoma que le gouvernement a agi, agit et continuera d'agir. Il prendra toutes sortes de mesures avant l'exposé budgétaire d'avril. Par exemple, la première initiative du ministre de l'Agriculture (M. Wise) a été d'aller à Regina où il a promis que le gouvernement engagerait une somme de 60 millions de dollars pour aider les éleveurs de bovins durement frappés par la sécheresse dans les Prairies. Il n'a pas perdu de temps.

**M. Axworthy:** Oui, mais c'était notre programme.

**M. Foster:** Cet engagement avait déjà été autorisé par le Conseil du Trésor.

**M. Thacker:** Si les libéraux s'étaient maintenus au pouvoir, monsieur le Président, qui sait ce qui serait arrivé?

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre. Je regrette, mais la période de questions et réponses est terminée. Avant de passer au prochain orateur, je dois céder la parole au député de Victoria (M. McKinnon) qui veut soulever la question de privilège.